VEC CE NUMERO, LE JOURNAL REALISE PAR NOS AMIS GILBERT & GEORGE Portishead, Bob Dylan, The Rolling Stones, The Verve : les nouveaux albums mockes tibles L'hebdo musique, cinéma, livres, etc. Du 1er au 7 octobre 97 - N° 120 obert Wyatt harunas Bartas hohei Imamura ean Louis Schefer ydie Salvayre ilbert & George la télé piratée Baer & Wizman, à double non-sens

ujourd'hui, quand il n'est pas monopolisé par des intellectuels plus ou moins objectivement alliés de l'extrême droite, une bonne partie du débat sur l'art porte sur des montants d'aides, des volumes budgétaires et l'incidence de la diminution de ces aides en termes d'économie, voire d'emploi. Une trivialité certaine a été

substituée au plaisir désintéressé dans la conscience collective : l'économie générale de la pensée comme expression de la ratio a cédé la place à l'énonciation d'un ratio économique, - 3 %, comme horizon général de la pensée. Or, ce ratio, précisément, désigne un déficit. On ne saurait mieux dire. Mais si tel est le choix proposé, chiche! Parlons cuisine et petits sous. Dans le domaine qui nous intéresse plus particulièrement, on observe que la réforme qui organise actuellement l'existence des arts plastiques en France date de quinze ans, alors que par comparaison on ne compte plus le nombre de réformes de l'audiovisuel et du cinéma durant la même période. On a vu certains effets positifs en particulier dans le domaine de l'enseignement. Les étudiants sortent aujourd'hui des écoles des beaux-arts mieux formés et plus ouverts sur le contexte artistique international. Excédant son strict rôle de machine à enseigner, le réseau des écoles d'art est même actuellement un des creusets les plus vivants de la recherche et de la diffusion artistique contemporaine. Mais le système atteint désormais ses limites et produit aussi quelques effets pervers. Le marché de l'art – les collectionneurs privés n'achètent que peu ou pas d'artistes vivant en France connaît une atonie persistante. Une pénurie gravissime de grands ateliers et de lieux de stockage à des conditions accessibles interdit le plus souvent à des artistes, qui en auraient pourtant la capacité, de produire des œuvres susceptibles de soutenir la comparaison sur la scène internationale. (De même que le manque de lieux de répétitions et d'enregistrement de haut niveau peut obérer la qualité de la production

De ce fait, le système institutionnel français (Fonds régional d'art contemporain et centres d'art), objet à la fois de tant d'admiration à l'étranger et de critiques ici, est peu à peu devenu le principal interlocuteur des artistes, sécrétant avec eux une relation quasi incestueuse sur le mode de la souffrance partagée. Ces institutions font régulièrement l'objet de tentatives de déstabilisation politique ou budgétaire et ne résistent parfois qu'au péril insidieux du conformisme et de l'autocensure.

La direction de la Villa Médicis est donnée en prébende à des technocrates amis du régime, alors que très récemment par exemple, un artiste ex-pensionnaire de retour de Rome a retrouvé son emploi de gardien de nuit... dans un musée! Anecdote qui illustre de façon caricaturale une réalité assez singulière : dans le monde de la création contemporaine, le domaine des arts plastiques est le seul où pas un artiste ne dirige d'institution significative. Ce qui est valable pour le cinéma, la danse, le théâtre ou la littérature ne l'est apparemment pas pour la peinture et la sculpture. D'un excès l'autre, et le pouvoir ayant horreur du vide, on est passés en un siècle de la dictature des académies à l'omnipotence des bureaucrates sur l'art. Comment ne pas être tentés de faire le lien entre cet état de fait et le marasme institutionnel de l'art contemporain? La Biennale de Paris et l'Hôtel des Arts ont purement et simplement disparu et à l'exception notable du musée d'Art moderne de la Ville de Paris, les grandes institutions parisiennes que sont Beaubourg et le Jeu

Tableau Clinique

par Olivier Blanckart

Au moment où s'ouvre la Fiac, petit énervement sur quelques maux dont souffrent le monde de l'art et ses acteurs.

de Paume mènent une activité dont nul ne saurait dire au juste aujourd'hui si elle relève plus des soins palliatifs que de l'acharnement thérapeutique. A voir récemment quelques scolaires expositions du centre Pompidou "l'abstrait", "l'informe", "l'empreinte", etc., on a eu parfois l'impression qu'un médecin-réanimateur tentait à coups d'ampoules de potassium, de calcium et de sélénium de maintenir mécanistement le grand polytraumatisé que serait devenu l'art contemporain sans qu'on sache pour autant s'il y avait encore un esprit et une âme à sauver.

Vers la fin des années 50, Paris a cessé d'être la capitale mondiale de l'art. Plusieurs générations d'artistes et de critiques ne s'en sont jamais remis. Cependant, aujourd'hui, les choses changent. Les artistes français, en particulier les très jeunes, sont d'une vitalité et d'une indépendance intellectuelle qu'on n'avait plus vues depuis longtemps et beaucoup de choses se créent suivant une logique et des réseaux qui échappent le plus souvent aux bien-pensants et aux bureaucrates. Cependant, comme on ne vit pas éternellement d'amour et d'eau fraîche dans les galeries fauchées de province, les chambres de bonne minuscules et les lieux alternatifs, il serait du devoir de la puissance politique

de veiller à ce que tout ce potentiel de création ne soit pas gâché par une inadaptation des structures. Deux poids, deux mesures. Pour des raisons de pur prestige national et parfois au mépris de toute logique industrielle et financière, on n'hésite pas à renflouer par centaines de milliards les filières de l'électronique, du transport aérien ou le Crédit Lyonnais. Mais la politique de la culture, qualifiée de "dépensière" et toujours revue à la baisse par le biais de tours de passepasse budgétaires, continue, elle, d'être arbitrée, in fine, entre cinq technocrates du bureau 3C du ministère du Budget et le cabinet du Premier ministre. Cette situation ne saurait se perpétuer sans dommages et sans risques. Il serait temps en effet de s'apercevoir de deux choses. Premièrement, que si la création artistique est un secteur d'activité où l'offre globale est effectivement

supérieure à la demande nette, ce n'est certainement pas le seul, ni le premier en termes de valeur économique. Deuxièmement, et contrairement à une légende tenace, les artistes travaillant en France ne réclament pas d'être des assistés. Par nature psychologique et sociale, ils sont généralement beaucoup plus proches des petits entrepreneurs que des fonctionnaires. Leurs œuvres sont des "produits" originaux pour lesquels ils cherchent en permanence des débouchés dans un contexte de dure concurrence internationale. A tous les stades : recherche, investissements, production, c'est essentiellement eux qui financent l'art. Mais comme leur rentabilité est floue, ils sont suspects aussi bien aux yeux des technocrates orthodoxes que des chefs d'entreprise privée. A croire que leur liberté et leur créativité sont une cause de crainte et de jalousie dans le pays qui détient par ailleurs le record mondial de consommation d'anxiolytiques par habitant. Il serait donc urgent de surmonter les malentendus. Les artistes doivent être considérés comme des acteurs du monde contemporain, dignes, actifs et respectables. La société française et l'Etat qui en est le reflet

ont visiblement du mal à y arriver. Pourtant, faute d'engager rapidement avec les artistes le dialogue, la réflexion et les réformes nécessaires pour favoriser le renforcement significatif de l'activité artistique, on court deux risques. En laissant la logique sourde et aveugle du marché réguler seule les choses, on laisse aux artistes le choix entre la disparition ou la "délocalisation" de leur activité vers les épicentres de l'activité artistique, l'Allemagne et les Etats-Unis. Venet, Arman, Jacquet, Kirili ont déjà intégré cette donnée depuis longtemps, et plus récemment, Pierre Bismuth, Fabrice Hybert ou Made In Eric. Comment ne pas les comprendre ? L'autre risque est que les artistes dont les compétences s'étendent à beaucoup plus de domaines qu'on ne l'imagine ne trouvent à employer leur énergie à des causes inattendues. Il y a quelques mois, 150 000 personnes défilaient dans Paris répondant à l'Appel des artistes et des intellectuels contre les lois Pasqua-Debré. Ce qui n'a pas peu contribué, par la suite, au laminage électoral de la droite. Souvenons-nous donc du 22 février 1997. •

Olivier Blanckart est sculpteur et performer.